

Les Canadiens doivent accepter le fait que toute économie pouvant venir de l'élimination de ce qui reste de gaspillage et d'inefficacité sera malheureusement trop minime pour répondre à nos besoins. Il n'y a tout simplement pas de moyen facile d'équilibrer nos revenus et nos dépenses.

Voilà la mauvaise nouvelle. La bonne nouvelle c'est que nous ne sommes pas enfoncés aussi profondément que certains le pensent. Nous avons en effet accompli beaucoup de progrès depuis 1984. En 1988-1989, par exemple, la croissance de la dette publique a baissé de 9,9 %; c'est la première fois en 15 ans que la dette croît de moins de 10 %.

Les dépenses reliées aux programmes n'ont augmenté que de 3,6 % par année au cours des quatre années se terminant en 1988-1989 - une baisse annuelle de 0,5 % en termes réels.

Il y a eu en outre une réduction de 45 % de la taille du déficit par rapport à l'économie. En fait, lorsque nous comparons notre situation à celle des États-Unis, nous trouvons que nos besoins financiers nets - ce que les États-Unis appellent leur déficit budgétaire unifié - ont diminué de 20 milliards de dollars par année; nous sommes donc sur la voie d'un budget équilibré au début des années 90. Il nous faut maintenant continuer dans cette voie afin que les efforts déployés depuis 1984 ne l'aient pas été en vain.

La deuxième difficulté sera de remplacer la taxe de vente à la fabrication par la TPS de 7 %.

Je crois sincèrement que tout analyste objectif concluerait qu'il est essentiel de remplacer la taxe actuelle par une taxe moderne à la consommation afin de renforcer la position du Canada à l'aube du XXI^e siècle.

Le remplacement du système actuel par celui de la TPS supprimera la taxe sur les facteurs de production présentement dissimulée; cette taxe empêche l'investissement au Canada et en même temps la création d'emplois; elle augmente aussi le coût de nos exportations.

Le nouveau système corrigera l'avantage que la présente taxe donne indirectement aux importations - un avantage qui agit comme un droit de douane négatif sur notre propre production ici au Canada.

De concert avec l'Accord de libre-échange, la TPS favorisera la croissance économique au cours des années 90, et nous aidera à assurer le service de la dette sans hausser le taux d'imposition fiscale. L'Institute for Policy Analysis de Toronto partage cet avis. Il a prévu un taux de croissance constant de trois pour cent, grâce aux investissements découlant de l'Accord, à la